



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 152 LE 8 JUIN 1986

PRIX : 3 FRS



LE

GOUVERNEMENT

FRANCAIS

RENFORCE LES MESURES

CONTRE LES IMMIGRES

SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## é d i t o r i a l

### sommaire

Page 2 et 3  
Editorial

- Page 4 et 5

- Mali : Quand le régime s'inquiète de l'exode rural.

Page 6

- Sénégal : Du cinéma sur la délinquance.

Page 6 et 7

Centrafrique : Un limogeage arbitraire des juges.

Page 8

- Tchad : Licenciements à la Coton-Tchad.

Page 9 et 10

- Afrique : Les dons n'enrayent pas le sous développement.

Page 11, 12 et 13

- Il y a 50 ans, Le Front Populaire, ses repercussions en Afrique.

### A B O N N E M E N T

France : 1 an  
- Pli ouvert : 55 Frs  
- Pli fermé : 65 Frs  
- Etranger : Ecrire au journal

### A D R E S S E

DUFFEAL-COMBAT  
OUVRIER Pour le  
PAT B.P 42 -92114  
Clichy Cedex.

### LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES MESURES CONTRE LES IMMIGRES

Le conseil des ministres a adopté un projet de lois dites lois sur la sécurité. C'est une série de lois qui, globalement, consiste à renforcer le pouvoir de la police, de l'administration judiciaire et de tous les services qui servent à contrôler la population française et étrangère.

En particulier, l'immigration est concernée par deux séries de lois. D'une part des lois qui autorisent la police à procéder beaucoup plus librement à des contrôles d'identité sans aucune distinction, immigrés ou pas. Il est bien vrai qu'une telle mesure risque peut-être d'offusquer les travailleurs français du rang; mais pour les immigrés ce n'est pas une chose nouvelle. Ce qui est différent par rapport à la période précédente, c'est que les contrôles des papiers sont devenus beaucoup plus fréquents, les agents plus hargneux que d'habitude. D'ailleurs, à plusieurs reprises, la presse a relévé l'intensification des contrôles d'identité depuis que le gouvernement de Chirac est en place.

D'autre part, le gouvernement veut changer le code de naturalisation. Jusqu'alors, tout enfant né en France de parents étrangers pouvait avoir le choix d'opter, à dix huit ans, pour la nationalité française. Ce n'est plus le cas maintenant. Le choix est laissé à l'appréciation des services s'occupant de la question. Autant dire que cette naturalisation se fera à compte-gouttes, et suivant l'humeur des responsables. Et cette question concerne des centaines de milliers de jeunes de seconde génération nés en France et vivant dans ce pays depuis toujours.

Il y a aussi un autre projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Et plus particulièrement les mesures d'expulsion administratives sont rétablies. C'est -à-dire que l'administration de la préfecture a le droit de prononcer l'expulsion et l'exécuter sans avoir recours à la procédure judiciaire.

Finalement, cela veut dire que le gouvernement donne tous les droits aux préfets, à la police pour se débarrasser très rapidement et conduire à la frontière tout étranger qui est considéré comme étant dans une situation illégale, c'est -à-dire sans carte de séjour ou avec une fausse carte de séjour. Il peut être expulsé ou refusé à être admis comme réfugié "s'il constitue une menace pour l'ordre public ou si l'intéressé se livre sur ce territoire à des agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France".

Autant dire que le gouvernement de Chirac donne tous les droits à la police pour contrôler les travailleurs immigrés en

France, expulser ceux qui sont en situation clandestine et rendre la vie difficile à ceux qui sont en règle. D'ailleurs la police n'a pas attendu que le projet de loi soit adopté par les ministres et ensuite par le parlement, etc. Depuis un certain temps, on entend souvent le cas des immigrés qui ont été expulsés. Ce qui était une pratique couverte par le gouvernement, maintenant Chirac veut le transformer en loi.

Il n'y aura peut-être pas des expulsions à grande échelle à brève échéance. La grande industrie capitaliste, malgré la crise, malgré les réductions d'effectifs, est loin de pouvoir se passer des travailleurs immigrés. Sans les travailleurs immigrés, ni Citroën, ni Renault, ni Talbot, ni le bâtiment, ni les travaux publics, ne pourraient plus tourner.

Mais expulser certaines catégories de travailleurs immigrés, c'est faire pression sur les autres. Et par la même occasion, c'est faire pression sur l'ensemble de la classe ouvrière en France, dont les immigrés constituent une fraction importante et, dans certains secteurs, la fraction décisive. C'est diviser aussi les travailleurs immigrés, suivant leur pays d'origine ou suivant la sécurité d'emploi plus ou moins grande des secteurs où ils travaillent. C'est tenter de saper le moral de tous, propager la crainte, afin que les travailleurs baissent la tête et acceptent en silence les conditions de travail plus difficiles, les conditions de salaires plus mauvaises, la précarité de l'emploi, la diminution des prestations sociales, que la bourgeoisie veut imposer à toute la classe ouvrière.

Alors, bien sûr, les travailleurs immigrés savent se débrouiller et s'entraider contre les contrôles et parfois, contre les expulsions. Mais chacun sent que cela devient plus difficile dans le climat actuel. Et ce climat dépend en dernier ressort du rapport de forces entre patronat et le gouvernement d'un côté; et la classe ouvrière de l'autre. C'est-à-dire de la capacité de l'ensemble des travailleurs de ce pays à se mobiliser, à mener des luttes grévistes, à montrer leur force collective.

Les travailleurs immigrés ont montré bien des fois dans le passé qu'ils savaient participer, et participer efficacement aux luttes de la classe ouvrière en France. Ils auront certainement l'occasion de le montrer encore dans l'avenir. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, et il est plus difficile de se défendre lorsqu'on est travailleur immigré. Il faut être prudent.

Mais on peut faire autre chose. On peut apprendre et d'abord, apprendre pourquoi les travailleurs sont exploités, livrés aux bourgeois, aux riches, aussi bien ici, où pourtant le sort des travailleurs est certainement enviable par rapport à celui des travailleurs du Sénégal, du Mali ou de la Côte-d'Ivoire. On peut comprendre que les travailleurs de tous les pays forment une même et seule classe ouvrière, qui a partout le même ennemi en la classe des bourgeois exploités; et que, pour mettre fin à la misère de la classe ouvrière, profonde en Afrique, un peu plus atténuée ici, il n'y a pas d'autre moyen que la révolution de la classe ouvrière, par delà les frontières et la destruction du système capitaliste, y compris et surtout dans les pays riches.

On peut en un mot, devenir un travailleur communiste révolutionnaire. Et il n'en faut pas beaucoup, ni en France, ni pour ceux qui seraient contraints de partir, en Afrique, pour que les luttes ouvrières de demain ici, les révoltes de la faim là-bas, puissent confluer pour emporter définitivement l'ordre capitaliste.

## MALI : QUAND LE REGIME S'INQUIETE DE L'EXODE RURAL

Le journal gouvernemental malien "l'Essor" consacre une page sur l'exode rural des femmes au Mali. Sous le titre "un phénomène inquiétant qui s'amplifie", ce journal constate que de plus en plus de filles quittent leur village pour aller vivre dans les grandes villes, plus particulièrement à Bamako, en espérant y trouver un emploi. Voici ce que dit l'Essor : "Le phénomène (de l'exode rural des femmes) qui était insignifiant au départ, a pris de l'ampleur du fait de la crise économique (...) Au départ, c'était des jeunes filles en âge de se marier qui alimentaient l'exode féminin. Maintenant du fait de la crise économique, les migrantes sont de plus en plus jeunes, certaines ont à peine 11 ans."

Hélas, une fois arrivées dans les grandes villes, ces jeunes filles perdent toute illusion de trouver un emploi. Beaucoup d'entre elles se retrouvent ainsi sur le chemin de la prostitution et de la délinquance. L'auteur de l'article de "l'Essor" constate la progression du "vagabondage." De la prostitution, de l'avortement et de l'infanticide." Les pays africains connaissent le phénomène de l'exode rural depuis assez longtemps mais l'intégration de l'Afrique dans l'économie capitaliste n'a fait qu'amplifier ce phénomène. Et depuis une vingtaine d'années le déplacement des campagnes se fait encore plus vite.

Et au fond, l'Afrique depuis une vingtaine d'années est en train de vivre ce que les pays riches d'Europe ont vécu au 19ème siècle. En effet l'expansion de l'industrie en Europe au 19ème siècle a nécessité l'apport de la main d'oeuvre des campagnes vers les villes. Des centaines de milliers de paysans, voire des millions de paysans quittaient ainsi leurs campagnes pour aller s'entasser dans les banlieues malfamées des grands centres industriels. Ils vivaient dans des conditions très dures, en proie à l'alcoolisme, à la prostitution et à toute sorte de maux liées à la pauvreté. C'est à ce prix-là que la bourgeoisie a "progressé".

L'expansion du capitalisme après la 2ème guerre mondiale a créé une nouvelle vague de migration de la campagne vers la ville. En France par exemple, durant les années 60 on a pu assister à un nouveau flux. Mais pas assez pour la bourgeoisie française au point qu'il a fallu importer de la main d'oeuvre des pays d'Afrique et du Maghreb. Ceux qui quittaient leur village avait une chance de trouver du travail en ville car le capitalisme ne connaissait pas encore la crise actuelle.

Au Mali comme dans l'ensemble des pays pauvres, l'exode rural s'est aussi amplifié ces dernières années. Oh! pas à cause de l'appel d'offre d'emplois des villes, mais essentiellement à cause des conséquences de la sécheresse. Mais au-delà même de la conjoncture immédiate de la sécheresse qui pousse un peu plus au dépeuplement des campagnes, il y a mille raisons qui poussent les gens, plus particulièrement les jeunes à quitter les campagnes. Malheureusement, la ville dans nos pays pauvres n'ont rien à offrir à ces milliers de jeunes. C'est le chômage, la mendicité et la délinquance qui les attendent dans les villes. Alors, il ne s'agit pas de pleurer comme le fait "l'Essor" sur le sort de ces malheureux déracinés, déambulant dans les villes à la recherche d'un hypothétique emploi.

Il ne s'agit pas comme le font souvent nos dirigeants de regretter "la perte des valeurs traditionnelles", et de "l'autorité familiale" devant la montée de la prostitution et de la délinquance.

Il ne s'agit pas n'ont plus de retourner vers le passé, vers la vie paysanne de nos ancêtres. Les jeunes ont certainement raison de ne plus avoir envie de vivre dans les campagnes. Ils ont raison de vouloir vivre autrement que leurs parents.

Seulement en allant vers les villes, ils ne trouvent pas non plus ce à quoi ils aspirent. Nos villes, n'ont ni du travail, ni de l'éducation, ni de loisirs à offrir à nos jeunes. Les usines, comme les richesses c'est dans les villes des pays riches qu'elles se trouvent concentrées. Mais les pays riches ont depuis longtemps déjà fermé leur frontière à l'immigration.

Bien évidemment, les privilégiés de nos pays n'aimeraient pas voir devant la porte de leurs villas climatisées des jeunes en train de mendier. Ils n'ont pas envie de voir autour d'eux des vagabonds ou des prostituées salissant leur environnement. Et quand ils font appel à nos "valeurs traditionnelles" c'est en fait pour mieux cacher leur peur de cette bombe à retardement que constituent ces centaines de milliers de deshérités qui affluent vers les villes.

Eh oui, même dans les pays riches et de nos jours, surtout dans nos pays pauvres, le capitalisme disloque les campagnes et leur mode de vie traditionnel, arrache à la terre et attire vers les villes sans cesse de nouveaux contingents de paysans transformés en sous-prolétaires des villes. Cela se fait dans la souffrance et la misère. Comme cela s'est fait partout dans le monde. A ceci près que dans les pays aujourd'hui développés, la souffrance et l'exploitation du prolétariat, de ces pays eux-mêmes comme du monde entier, a fait la richesse et la puissance de leur bourgeoisie et le développement de leur économie. Cela n'est même pas donné aux pays pauvres aujourd'hui.

Oh! ce n'est pas qu'il ne pousse pas, dans ces grandes villes d'Afrique qui concentrent de plus en plus de pauvres, également une bourgeoisie autochtone des profiteurs. Mais c'est une bourgeoisie minable, tout autant que rapace dans ses envies et féroce dans ses méthodes, incapable de développer en tous les cas pays d'Afrique. Les richesses, elles vont ailleurs, et se sont concentrées entre les mains de la bourgeoisie impérialiste des pays riches.

Alors, il ne s'agit pas de pleurer sur le bon "vieux temps," qui n'a jamais été bon, en tous les cas, pas pour les paysans pauvres, et encore moins pour leurs femmes et filles.

L'extension capitaliste dans les campagnes accumule les pauvres dans les villes d'Afrique, et en fait de véritables bombes humaines prêtes à exploser ? Eh bien, il faut préparer cette explosion, car elle se produira, de sorte qu'elle n'ébranle pas seulement le système capitaliste, mais qu'elle la détruisse !

### SENEGAL : DU CINEMA SUR LA DELINQUANCE

L'"insécurité", ce n'est pas seulement le leitmotiv de la droite en France. Il semble que le virus sécuritaire a traversé l'océan puisque jusqu'à Dakar, il constitue une des rengaines du journal gouvernemental "Le Soleil". Ici en France, quand la droite parle d'insécurité, elle sousentend les immigrés quand elle ne les montre pas ouvertement du doigt. Mais à Dakar aussi, il y a un arrière-goût de xénophobie puisqu'à chaque fois qu'un fait divers est relaté dans ce journal, on met plus particulièrement l'accent sur le fait que les délinquants sont des "étrangers".

C'est vrai que la connerie n'a pas de frontière. Ainsi, "Le Soleil" pousse un ouf de soulagement parce qu'un "grand coup de balai" a été opéré dans le quartier de Khouroumbi, dans la banlieue de Dakar. Ce quartier était, paraît-il, le sanctuaire de la prostitution, de la drogue et de toutes sortes de trafics des marchandises volées. Une "opération déguerpissement" a été menée dans ce quartier. La police, aidée par une partie des habitants désabusés par l'ampleur de la délinquance, a fermé les maisons de passe, détruit les baraquements sordides et chassé les indésirables.

Dorénavant, le quartier ne s'appellera plus Khouroumbouki ( la vallée des hyènes) mais Santa Yalla (louange à Dieu). Il est même interdit de prononcer le nom de Khouroumbi. C'est, paraît-il, la "fin de l'insécurité et des pratiques immorales" à Khouroumbouki. Ce "coup de balai" a peut-être fait momentanément disparaître la partie la plus visible de l'iceberg ou tout au plus disperser les délinquants dans d'autres quartiers. Mais en aucune façon elle ne peut faire disparaître la délinquance. Car la prostitution, le vol, l'alcoolisme, etc. sont des maux directement liés à la misère.

Et tant qu'on ne s'en prend pas à l'exploitation capitaliste qui crée la misère, on ne peut pas faire disparaître ses conséquences. Et il y a tout lieu de croire que "Le Soleil" cherche plutôt à faire du cinéma sur cette affaire pour faire croire que le régime en place fait beaucoup de choses pour lutter contre la délinquance.

### CENTRAFRIQUE : UN LIMOGEGE ARBITRAIRE DES JUGES

Le 7 mai dernier, le dictateur centrafricain Kolingba a limogé les juges qui, il y a deux mois, avait jugé douze étudiants accusés "d'atteinte à la sureté de l'Etat". Pour les accusés, leur action n'avait rien de politique, mais qu'elle s'inscrivait "purement dans un contexte syndical".

Ces juges avaient acquitté trois des étudiants et ils avaient demandé une enquête supplémentaire pour les autres. Kolingba a trouvé ce jugement trop clément et il a déclaré qu'il ne tolérerait pas que des magistrats tiennent des "mascarades" de procès, "encourageant les agitateurs".

.../...

Il faut rappeler que ces étudiants ont été arrêtés pour avoir participé à une grève déclenchée à l'université de Bangui à la suite des manifestations de colère des populations contre le décollage raté d'un jaguar français qui avait fait, en mars dernier, en s'écrasant au sol, plusieurs dizaines de morts et de blessés.

Alors les juges ont été indulgents à l'égard des étudiants car ils n'avaient rien à leur reprocher. Il n'est même pas impossible d'ailleurs que parmi ces "agitateurs" se trouvent leurs propres enfants. Et puis, même si les étudiants contestaient réellement le régime, ils font tout de même partie de la même classe, ne serait-ce que par leurs liens familiaux, que ceux qui gouvernent. Et ces derniers peuvent, sans trop se tromper, les considérer comme des brebis égarées. Si les mêmes juges avaient à faire à des ouvriers ou des paysans par exemple à la place des étudiants, ils n'auraient sans doute pas eu la même indulgence à leur égard.

Cela dit, le fait que les juges n'avaient pas pris des sanctions sévères qu'attendait Kolingba contre les étudiants montre que la dictature de celui-ci n'est pas acceptée même par une partie de ceux qui profitent de son régime.

Comme toutes les dictatures en Afrique, la dictature de Kolingba n'a pratiquement pas une base sociale. Elle ne se maintient que grâce à la présence des troupes françaises en Centrafrique.

Il est vrai que l'impérialisme français a ses bases militaires dans plusieurs pays africains pour défendre ses valets contre les populations. Mais sa présence militaire en Centrafrique est particulièrement renforcée à tel point que les soldats français donnent l'impression qu'ils sont partout, surtout à la capitale Bangui, comme au "bon vieux temps" de la période coloniale.

Les populations sont hostiles au maintien de la présence militaire française comme l'ont montré en 1984 leurs manifestations de colère qui avaient spontanément eu lieu devant le camp militaire français à Bangui.

### TCHAD : LICENCIEMENTS A LA COTONTCHAD

La Cotontchad, la plus grosse entreprise semi-étatique du pays ( le coton représente 80% des exportations ), est en difficulté ces derniers temps et il y a eu des licenciements massifs.

Des usines d'égrenage de Moïssala, Fianga, Guidari, etc. sont fermées. Cinq usines seulement sur la vingtaine que compte la société sont laissées en fonctionnement. La direction a décidé aussi la fermeture de la représentation de Cotontchad à Bangui, en Centrafrique, la suppression des avantages accordés aux cadres et aux agents de l'entreprise, ainsi que la suppression des subventions accordées aux paysans. Ainsi, l'an prochain, ceux-ci prendront en charge la totalité des frais pour les semences et les engrais.

Quant aux ouvriers, selon des chiffres officiels, au moins 600 d'entre eux ont été licenciés. Mais d'après d'autres informations, il y aurait près de 800 à 1000 licenciés. Ce qui représenterait près du 1/3 des effectifs de Cotontchad.

Pour expliquer les difficultés économiques de cette société, les dirigeants du Tchad et les directeurs de Cotontchad ont parlé de la crise économique, de la baisse du prix du coton sur le marché mondial et de la mauvaise gestion antérieure.

Mais si Cotontchad est au bord de la banqueroute, cela est dû principalement aux détournements des fonds. Le ministre de l'Agriculture et du Développement a reconnu lui-même ce pillage : "Cotontchad était devenue la "vache à lait" de tout le monde".

Ces détournements ne se passe pas seulement au niveau de la direction et de l'Etat, mais aussi au niveau des soldats des FAN (Forces Armées du Nord) de Habré qui se faisaient remettre des millions de F CFA sous la menace de leur Kalachnikov. Pour la seule année 1985, La société a eu un déficit de 10 milliards de F CFA alors qu'elle avait une dette de 40 milliards de F CFA envers les Banques

Maintenant que la Cotontchad est en crise, ce ne sont pas les pillards qui payent, mais les travailleurs de l'entreprise.



## AFRIQUE : LES DONN N'ENRAYENT PAS LE SOUS-DEVELOPPEMENT

Depuis quelques temps se multiplient des organisations d'aide humanitaire ou des actions allant dans le même sens. Leur but est d'apporter une aide au développement du Tiers-monde.

C'est ainsi que des initiatives ont été prises par des vedettes de la chanson ou du sport pour aider les populations éthiopiennes victimes de la famine. Les initiatives les plus récentes sont celles de l'Association Akassa pour aider les paysans maliens frappés par la sécheresse, et celles plus spectaculaires d'une collecte des fonds en faveur de l'Afrique, organisées à travers le monde par le Sport Aid et l'Unicef avec un slogan significatif : "une course contre le temps!"

Selon les promoteurs de ce genre d'initiatives, il ne s'agit pas seulement de sensibiliser l'opinion internationale sur la famine, la pauvreté et la maladie dans le monde, mais aussi de vaincre celles-ci.

L'élan de générosité suscité un peu partout a probablement permis de collecter des sommes importantes. Qu'il y ait de braves gens qui fassent ce genre de dons pour soulager la misère. Soit. Encore que les personnes nécessiteuses auxquelles ces dons sont destinés ne bénéficient que d'une partie dérisoire. Car les dirigeants et les dignitaires locaux ont pris l'habitude de détourner une bonne partie des aides.

Mais mis à part ce problème de détournement, si on peut appeler un chat un chat, les "aides" de ce genre sont tout simplement une charité. Or depuis plus de 25 ans que les pays d'Afrique sont indépendants, ils n'ont jamais cessé de bénéficier de charité sans que les choses changent pour autant.

Et elles ne peuvent pas changer dans le cadre du système actuel. Dans le système capitaliste, tout ce qu'on peut faire pour l'Afrique, c'est de lui jeter de temps en temps des miettes comme il s'agit de faire oublier que dans le même temps, celle-ci est exploitée de plus en plus.

Par exemple dans le cadre des rapports de coopération entre par exemple les pays d'Afrique et ceux de la Communauté Economique Européenne ( C.E.E ) ou à travers les organismes internationaux liés à l'ONU, il existe de nombreuses formes d' "aides" au développement : subventions, prêts spéciaux, capitaux à risques, parfois annulation d'une partie des dettes , etc...

Mais tout cela n'a contribué à un développement quelconque dans aucun pays d'Afrique. Au contraire, la misère et la faim s'accroissent d'année en année. Et comment cela peut-il en être autrement puisque des trusts achètent au prix bas par exemple l'arachide du Sénégal, le café de Côte-d'Ivoire ou le coton du Tchad pour vendre au prix fort ces mêmes produits une fois transformés ? C'est par ce genre de mécanisme que les pays riches amassent les richesses pillées dans les pays pauvres. Alors, pour aider les paysans de ces pays qui meurent de faim, on fait appel à la charité, il vaut mieux ça que de les laisser mourir de faim.

.../...

Mais les pauvres, les exploités doivent-ils continuer à vivre indéfiniment de charité ou alors doit-on mettre fin à ce système injuste pour qu'ils puissent vivre sans être assistés, en gardant leur dignité ? Pour cela, il ne suffira pas de détruire le capitalisme en Afrique parce que dans aucun de ces pays ne se trouvent les richesses nécessaires dont les pauvres ont besoin pour s'en sortir, les richesses sont accumulées ailleurs, en Occident. Mais les pauvres d'Afrique et du reste du monde y ont droit, parce que c'est grâce à leur sueur et à leur sang, c'est grâce au pillage de tous les pays que l'accumulation de ces richesses a pu se faire.

Il faudrait donc avoir une politique juste qui permette de prendre les richesses là où elles se trouvent. Cette politique ne peut être celle qui vise à faire une révolution sociale dans les pays développés. Cela ne veut pas dire que les ouvriers d'Afrique ou du tiers-monde d'une façon plus générale doivent attendre que ceux des pays riches fassent cette révolution.

Non, les travailleurs des pays sous-développés doivent se révolter et engager une lutte. Parce que c'est en se battant qu'ils peuvent, par leur exemple, entraîner leurs frères de classe des pays riches. En d'autres termes, il ne s'agit pas de mendier en tendant les mains, il s'agit de se servir plutôt des poings pour arracher les richesses abondantes stockées en Occident et rendre possible une juste répartition de ces richesses à l'échelle du monde.

Cela est utopique ? Non. Ce n'est pas plus utopique que le fait de croire à la possibilité d'un changement ou d'un progrès social dans le système actuel.

## IL Y A 50 ANS, LE FRONT POPULAIRE, SES REPERCUSSIONS EN AFRIQUE.

Juin 1936 rappelle, pour la plupart des gens, l'arrivée au pouvoir en France du Front Populaire, gouvernement formé par l'union du Parti Socialiste et des radicaux, avec le soutien du Parti Communiste. On oublie bien souvent que, le Front Populaire, c'est avant tout une vague de grèves importantes - certainement les plus importantes que la France aient connues - avec occupations d'usines et des piquets de grèves, et cela dans toute l'étendue du pays.

Le 4 mai 1936, le Front Populaire sort victorieux des urnes au second tour mais ne prend officiellement fonction qu'un mois plus tard, le 6 juin. Mais les travailleurs n'ont pas attendu cette échéance pour entrer en lutte. Le 5 mai, les ouvriers de Papeterie de Corrèze obtiennent 4 % d'augmentation de salaire; les 11 et 13 mai, ceux de Bréguet (Havre) et Latécoère (Toulouse) se mettent en grève et obtiennent satisfaction. Le 2 mai, ce sont cent mille métallurgistes parisiens qui prennent le relais : 150 usines sont occupées. Le mouvement s'étend dans tout le pays et aux autres corporations. Même les garçons de café, les concierges et les lads font la grève. Le patronat prend peur et demande à Léon Blum, chef du gouvernement du front Populaire d'organiser des négociations avec les grévistes.

Le 11 juin, sous la pression de près de deux millions de grévistes, le parlement vote d'un trait les congés payés, les conventions collectives et le 12, la semaine de 40 heures. Sur l'ensemble du pays, les salaires minima ont été relevés de presque 30 % ; sur le plan syndical, la CGT, en quelques mois, passe de plus de 780 000 à 4 millions d'adhérents. La CGT et la SFIO, inquiètes devant cette vague de grèves se désolidarisent avec les travailleurs et décident de casser la dynamique du mouvement.

Ces grèves ont eu en Afrique Occidentale Française (AOF) des repercussions plus ou moins importantes. C'est surtout à Dakar, capitale de l'ancienne AOF que celles-ci ont été importantes. Il y existait beaucoup plus d'usines et d'ouvriers que dans le reste de cette Afrique Occidentale : Côte-D'Ivoire, Dahomey ou Soudan (Mali). A cela il faut ajouter un fait particulier au Sénégal: les habitants des quatre communes - Thiés, Gorée, Rufisque et Dakar- sont considérées comme des citoyens français, contrairement au reste du pays. Mais à cause de la lenteur des transports à l'époque et surtout à cause de la volonté de l'administration coloniale de ne pas propager les nouvelles des grèves de France ont mis plusieurs mois pour se répandre au Sénégal.

Au début on ignorait tout des grèves et du Front Populaire. Mais dans les hautes instances politiques, circulent des rumeurs sur les deux choses. Quelques jours plus tard, après la formation du gouvernement, le nom du nouveau ministre des colonies, Marius Moutet, est connu; ses premières déclarations sont libérales. Moutet pousse Lamine Gueye, fondateur en 1935 du Parti bourgeois, le Parti Socialiste Sénégalais à former les premiers comités du Front Populaire.

Les partisans de l'indépendance qui avaient peur de l'administration relèvent le tête. Des revendications qu'on n'osait pas avancer de peur de représailles surgissent. Dans les ports, marins français et sénégalais diffusaient des nouvelles sur ce qui se passe en France. Ainsi chaque arrivée de bateaux avait pour conséquence un déclenchement de grève dans plusieurs entreprises de Dakar. Et c'est naturellement les dockers qui donnèrent le ton les 21 et 22 décembre 1936 en refusant de décharger les bateaux; ils revendiquent une augmentation

salaire et la semaine de 40 heures. Le 22, ils entraînent avec eux les manoeuvres de l'industrie et du bâtiment, les boulangers; le 23, ceux des huileries et des savonneries de l'Ouest Africain; le 26, l'Entreprise du Port; du 28 au 5 janvier, d'autres corps de métiers tels que les boys et les cuisiniers. Le mouvement de grève, entreprise par entreprise gagne tout le pays. Certes dans le Sénégal de l'époque, le nombre de salariés était extrêmement faible et à plus forte raison le nombre d'ouvriers. Même si selon les statistiques officielles ils étaient entre 1 500 et 2 000 à se mettre en grève, la force qu'ils représentaient était elle, importante car leur lutte a tout de même payé.

L'administration coloniale qui a reçu le 29 juin 1936 l'ordre de faire appliquer dans les plus brefs délais la nouvelle législation essaie de satisfaire, malgré elle les revendications. Ces revendications portaient sur les augmentations de salaire mais aussi l'application des mesures sociales prises dans la métropole; les cheminots exigeaient le statut unique et les mêmes avantages pour les travailleurs africains et français. Les fonctionnaires se battaient pour l'égalité des droits dans la fonction publique.

L'Administration locale hésite. Pour elle, le moment n'est pas encore venu pour que les travailleurs africains, analphabètes pour la plupart jouissent de toutes les mesures sociales prises en France. Selon cette administration, les travailleurs "indigènes", pas assez "mûrs" politiquement, ne seraient pas aptes à exercer certaines tâches, syndicales par exemple.

La non application ou l'application partielle des conventions collectives va obliger les travailleurs sénégalais, tous secteurs confondus, à renforcer leurs luttes revendicatives. Le Parti Socialiste Sénégalais, des associations indigènes non reconnues et presque tous les syndicats et associations ouvrières créés au lendemain du Front Populaire, appellent à la grève.

La grève est généralisée. Devant son ampleur, l'administration coloniale, toute composée de fieffés réactionnaires qu'elle soit, est obligé de reculer. Elle accorde satisfaction à la plupart des revendications économiques des grévistes, concernant les 40 heures, les congés payés, etc... Elle recule pour les mêmes raisons que le gouvernement de Front Populaire en France: par frousse devant la mobilisation ouvrière, mais aussi, pour mettre fin à cette mobilisation. La vague des grèves décroît en effet. Et là où la promesse de satisfaire les revendications ne suffit pas, on envoie la police.

Une des grandes périodes de lutte des travailleurs du Sénégal a donc été directement liée à une grande période de lutte des travailleurs de France, éloignés pourtant de plusieurs milliers de kilomètres. La lutte des travailleurs de France, au même moment, était certainement un encouragement pour les travailleurs du Sénégal; en même temps un facteur important du rapport de forces qu'ensemble, les travailleurs ont créé, et qui ont permis à ceux du Sénégal d'obtenir satisfaction.

Mais les liens entre les classes ouvrières des deux pays en sont restés là. Il n'y avait aucune organisation politique pour exprimer, aussi sur le plan politique, les intérêts communs de l'ensemble de la classe ouvrière. Au contraire: des grands partis de la classe ouvrière française, l'un était ouvertement réformiste, le Parti Socialiste. L'autre, le Parti Communiste, a cessé à cette époque d'être communiste, pour se transformer en force supplétive du gouvernement du Front Populaire pour répéter aux travailleurs, à l'instar de son dirigeant Thorez, qu'il fallait "savoir terminer une grève."

Après avoir contribué à désamorcer la grève, en France comme au Sénégal et sans avoir le moins du monde modifié l'oppression coloniale le gouvernement du Front Populaire a été, à son tour congédié. Et une fois cette grève que les dirigeants de la gauche réformiste ont cherché à faire terminer, effectivement terminer, la bourgeoisie a repris tous les avantages qu'elle a été contrainte de lâcher. Et trois ans après, les travailleurs de France, comme ceux du Sénégal colonisé, étaient utilisés comme piétaille dans la deuxième guerre impérialiste mondiale.

Les grèves de 1936 font maintenant partie des luttes passées du jeune prolétariat sénégalais. Elle méritent qu'on s'en souvienne comme d'un exemple de combativité. Mais il faut qu'elles rappellent aussi que si le réformisme, façon Parti Socialiste ou façon Parti Communiste, sont des pièges pour les travailleurs, au Sénégal comme en France, il est indispensable que la classe ouvrière se donne un parti communiste révolutionnaire.

CAMARADE, LIS ET FAIS LIRE AUTOUR  
DE TOI CE MENSUEL, LE POUVOIR AUX  
TRAVAILLEURS. SI NOS IDEES T'INTERES-  
SENT, PRENDS CONTACT AVEC NOUS

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.